DISRUPT TO DELIVER

Financer l'Avenir de l'Apprentissage Fondamental

Association pour le développement de l'éducation en Afrique

yyob education for development

Bill & Melinda Gates foundation

Hempel Foundation

unicef pour chaque enfant

Human Capital Africa

TaRL Africa Teaching at the Right Level Africa

COMMUNIQUÉ CONJOINT

#UNGA80 2025

Les dirigeants africains s'unissent pour transformer le financement de l'apprentissage fondamental – une crise qui peut être résolue.

La coopération mondiale, les investissements nationaux, les financements innovants ciblés et l'assistance technique africaine apparaissent comme des solutions pour obtenir des rendements élevés face à la crise de l'apprentissage en Afrique.

New York, 23 Septembre 2025 – Dans le cadre d'une réponse historique aux coupes dans l'aide mondiale à l'éducation et au fardeau croissant de la dette, les dirigeants africains et mondiaux du secteur de l'éducation se sont engagés aujourd'hui à opérer un changement audacieux, mené par l'Afrique, dans le financement de l'avenir de l'apprentissage fondamental.

S'exprimant lors de l'événement sur l'apprentissage fondamental organisé en marge de la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU 80), *« Disrupt to Deliver : Financing the Future of Foundational Learning » (Perturber pour agir : financer l'avenir de l'apprentissage fondamental)*, *les ministres africains et les partenaires mondiaux ont lancé un appel pressant en faveur d'une aide intelligente, durable et ciblée et d'un financement innovant qui tire parti des budgets nationaux, exploite les talents techniques africains et soutient les conditions de croissance et de mobilisation des ressources nationales afin de réduire la dépendance à l'aide.* Cette urgence se reflète dans la crise actuelle de l'apprentissage qui touche jusqu'à 89 % des enfants africains qui sont incapables de lire et de comprendre des textes simples et d'effectuer des opérations mathématiques simples à l'âge de 10 ans.

La crise du financement de l'éducation stimule les solutions africaines locales axées sur l'apprentissage fondamental.

La baisse spectaculaire de l'aide publique au développement (APD), l'augmentation du coût des prêts et le poids de la dette accélèrent la transition vers un leadership africain afin d'améliorer les résultats scolaires.

- Selon la Fondation européenne pour la formation, la suspension des programmes de l'USAID a touché 153 initiatives éducatives en Afrique subsaharienne, des pays comme l'Éthiopie, le Rwanda et la République démocratique du Congo étant confrontés à des réductions d'aide de 33 millions, 35 millions et 51 millions de dollars respectivement.

- Comme l'a souligné le Dr Pia Rebello Britto de l'UNICEF en citant les chiffres d'un rapport récent : « une réduction de 3,2 milliards de dollars de l'aide à l'éducation prévue par l'UNICEF pour 2026, dont 856 millions de dollars pour l'éducation au climat. Cela met en péril 164 milliards de dollars de revenus à vie et laissera des millions d'enfants sans scolarisation. »
- Les gouvernements pourraient subir une perte colossale de 1 100 milliards de dollars par an en raison des abandons scolaires précoces et une perte supplémentaire de 3 300 milliards de dollars due au manque de compétences de base des enfants.

Les ministres ont souligné que la crise offrait une opportunité indéniable. Des études récentes ont montré que l'amélioration des **résultats en lecture, écriture et calcul peut générer une croissance de 2 % du produit intérieur brut (PIB) annuel par habitant,** tandis que les programmes de lecture de haute qualité offrent un **retour sur investissement de 30:1**. Une nouvelle analyse des coûts montre également qu'avec seulement 6 dollars par élève, consacrés à des éléments tels que la formation des enseignants axée sur les compétences et du matériel pédagogique bien conçu, les gouvernements peuvent faire une réelle différence dans les résultats scolaires. De même, l'aide étrangère à court terme, lorsqu'elle est bien investie, **réduit la dépendance à long terme à l'égard de l'aide** à l'avenir, ce qui est un objectif de haut niveau tant pour les pays en développement que pour les pays développés.

Le Dr Ben Piper, de la Fondation Gates, a souligné la nécessité d'une allocation plus intelligente des ressources : *« En réalité, il s'agit d'utiliser plus intelligemment ce dont nous disposons.* Nous constatons des résultats d'apprentissage trois fois supérieurs, à une échelle dix fois plus grande, pour un coût 100 fois moindre. *Il existe de nombreux exemples de programmes efficaces que nous pouvons citer. »*

Plutôt que d'attendre la reprise de l'aide extérieure, les gouvernements africains prennent des mesures audacieuses avec des réformes et de nouveaux modèles politiques et financiers pour l'apprentissage fondamental afin de permettre à leur démographie de transformer le continent :

- **La Zambie** met en œuvre des programmes de rattrapage rentables afin d'améliorer la qualité de l'apprentissage et d'aider les enfants à se réengager dans la scolarité en leur fournissant un enseignement ciblé en lecture, écriture et calcul.
- Plusieurs pays, dont la Sierra Leone, le Kenya et le Rwanda, **numérisent la collecte des impôts** et réforment les systèmes d'approvisionnement afin d'accroître l'efficacité des dépenses en matière d'éducation. L'honorable Conrad Sackey, ministre de l'Éducation de base et secondaire supérieur de Sierra Leone, a appelé à une action audacieuse : « Pour maintenir notre élan, les gouvernements doivent faire preuve d'audace, en renforçant le financement, en prenant des risques calculés et en forgeant des partenariats. Il s'agit d'un investissement dans l'avenir. »

- **Le Sénégal** maintient son programme de modèle harmonisé d'éducation bilingue (MOHEBS) grâce à un financement national après les difficultés de financement de l'USAID et du FMI. Le succès de ce programme dans l'enseignement en langue maternelle a permis de supprimer les obstacles à l'apprentissage hérités de l'époque coloniale auxquels les élèves étaient confrontés lorsqu'ils apprenaient exclusivement en français. Comme l'a déclaré Moustapha Mamba Guirassy, ministre de l'Éducation : « Le MOHEBS est au cœur de la souveraineté de notre pays, nous avons donc veillé à ce qu'il ne s'arrête pas. »
- **L'initiative sud-africaine** FLOAT **(Foundational Learning Outcomes at Scale)**, présentée par la ministre de l'Éducation de base, Mme Siviwe Gwarube, a démontré la coordination menée par le gouvernement qui transforme le financement fragmenté des donateurs en un changement à l'échelle du système. L'initiative utilise des interventions fondées sur des données probantes pour l'alphabétisation et la numératie dès les premières années d'école. La ministre a appelé à étendre ce modèle à l'ensemble du continent et à intégrer directement l'expertise africaine dans les systèmes éducatifs nationaux.

Les ministres ont en outre souligné que les modèles de financement de l'éducation doivent être durables afin de garantir un impact à long terme. Ils ont également insisté sur la nécessité de concevoir des cadres d'investissement permettant d'attirer et de mobiliser efficacement les fonds philanthropiques.

Autres expériences du Sud catalyseurs de réformes grâce à la philanthropie nationale

Si les ressources nationales doivent jouer un rôle prépondérant, les partenaires internationaux et la philanthropie restent essentiels à moyen et long terme. Les dirigeants africains ont tiré des enseignements d'autres exemples du Sud. Les réformes fondamentales de l'apprentissage en Inde ont démontré le pouvoir du leadership politique et de la philanthropie nationale. Elles soulignent la manière dont le Premier ministre a mené une mission appelée NIPUN Bharat pour transformer les résultats en matière d'alphabétisation et de calcul en Inde, et les dirigeants africains doivent être tout aussi déterminés et se concentrer sur l'alphabétisation et l'apprentissage du calcul dès le plus jeune âge. Améliorer le parcours vers l'emploi : il faut commencer dès maintenant pour s'assurer que les enfants soient sur la bonne voie dans 5 à 10 ans pour trouver un emploi et devenir des citoyens actifs.

La philanthropie indienne a également joué un rôle catalyseur dans la réforme du système éducatif visant à améliorer l'alphabétisation et le calcul. En investissant de manière stratégique dans des interventions fondées sur des données probantes, la philanthropie indienne a contribué à ancrer les réformes à grande échelle et à renforcer la conception, la mise en œuvre et les systèmes des programmes gouvernementaux.

Les ministres ont exhorté davantage de philanthropes africains à reconnaître que, sans consolider les fondations, répondre aux besoins du marché du travail restera un défi. Ils ont également appelé la philanthropie africaine à évoluer au-delà des dons caritatifs traditionnels et à adopter la même approche stratégique : réaliser des investissements ciblés, à haut rendement et fondés sur des données probantes qui transforment des systèmes entiers et préparent la jeunesse africaine à la main-d'œuvre de demain.

Concilier la vision continentale et l'action

Albert Nsengiyumva, secrétaire exécutif de l'ADEA, a souligné que *« le temps des dépenses inefficaces est révolu. Qu'il s'agisse des budgets nationaux, de la philanthropie africaine ou du financement international, chaque dollar doit améliorer de manière tangible la capacité des enfants à lire et à calculer ».*

Les dirigeants africains ont également souligné que l'approche unifiée du continent à travers diverses initiatives, notamment la campagne de l'Union africaine « Mettre fin à la pauvreté éducative pour tous en Afrique » (ELPAf), la Déclaration de Mauritanie sur une décennie d'éducation et la nouvelle Stratégie continentale pour l'éducation en Afrique (CESA), représente, pour la première fois, un effort continental global et coordonné pour transformer les résultats scolaires. Les ministres ont souligné que l'aide restante doit être utilisée de manière stratégique et intelligente dans le cadre d'interventions fondées sur des données probantes afin de renforcer les compétences fondamentales des enfants en lecture et en mathématiques. Ils ont noté que malgré d'importants investissements multilatéraux, les résultats scolaires restent faibles. Ils ont exhorté les fonds multilatéraux tels que le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et la Banque mondiale à s'aligner sur les priorités de l'Afrique en faisant de l'apprentissage fondamental une priorité et un axe central. *« Nous devons absolument veiller à ce que cet argent soit utilisé de manière plus efficace pour soutenir ce dont nos panélistes ont parlé. Cet argent doit soutenir et encourager la manière dont les finances nationales peuvent soutenir ce que les pays disent vouloir voir. Nous devons accélérer le rythme pour utiliser cet argent de manière beaucoup plus efficace »,* a déclaré Beth Arthy, directrice de l'éducation, du genre et de l'égalité au FCDO.

Le Dr Obiageli « Oby » Ezeikwesi a insisté : *« Les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent mesurer l'impact en fonction des résultats scolaires, et non des dollars dépensés ou des pourcentages alloués. Ce principe doit s'étendre aux partenariats multilatéraux, où la responsabilité des subventions en matière de résultats en lecture et en mathématiques doit devenir non négociable. L'Afrique a besoin de dépenses intelligentes, efficaces et stratégiques, et pas seulement d'une augmentation des dépenses. Le financement doit combler le fossé entre la vision et les déclarations d'intention d'une part, et la mise en œuvre d'autre part. Nous devons tirer parti de cette perturbation pour agir et mener des actions selon les conditions fixées par l'Afrique. »*

Siviwe Gwarube, ministre de l'Éducation de base de l'Afrique du Sud, a souligné l'importance cruciale des approches fondées sur des données probantes : *« Notre gouvernement a fait des choix politiques ambitieux, mais nous ne pouvons pas nous permettre le luxe d'avoir des aspirations. La recherche et les données probantes ne sont pas accessoires à ce que nous faisons, elles en font partie intégrante. »*

Les partenaires, notamment la Fondation Gates, TaRL Africa, VVOB, l'UNICEF, la Fondation Hempel et les membres de la Coalition mondiale pour l'apprentissage fondamental, ont réaffirmé leur soutien au leadership de l'Afrique. Chacun s'engage à utiliser des modèles de financement catalytiques qui stimulent les dépenses nationales plutôt que de les remplacer, tout en fondant les investissements sur des approches fondées sur des données probantes.

ACTION IMMÉDIATE REQUISE

Aux gouvernements africains :

- Mobiliser la volonté politique au plus haut niveau, en reliant le système, le financement, les données et l'utilisation des preuves à la salle de classe afin de mettre en œuvre à grande échelle « ce qui fonctionne ».
- Consacrer les budgets nationaux à des interventions rentables et fondées sur des preuves, telles que la formation des enseignants, le coaching et le matériel pédagogique.
- Éliminer les inefficacités en matière d'approvisionnement et renforcer l'exécution du budget sur les coûts qui ont un impact significatif sur l'amélioration des résultats de l'apprentissage fondamental.
- Soutenir la présidence sud-africaine du G20 et son leadership dans la promotion des priorités africaines en appelant à la création d'un réseau des leaders de l'apprentissage fondamental du G20 afin de faire avancer un programme mené par l'Afrique et pertinent à l'échelle mondiale pour catalyser le changement dans les pays du Sud.

Aux partenaires internationaux :

- Passer des modèles d'aide traditionnels à des approches d'investissement catalytiques qui tirent parti des budgets nationaux africains.
- Soutenir les partenariats multilatéraux en matière d'apprentissage fondamental afin d'intégrer la mesure des résultats d'apprentissage dans tous les cadres de subvention et mécanismes de reporting.
- Donnez la priorité à l'apprentissage fondamental dans l'aide au développement restante en matière d'éducation en intégrant les talents techniques africains dans les systèmes gouvernementaux afin de renforcer la conception et la mise en œuvre des programmes et d'améliorer les résultats d'apprentissage, contribuant ainsi à stimuler la croissance économique, à encourager la mobilisation des ressources nationales et à réduire la dépendance à long terme à l'aide.
- Investissez dans une IA responsable afin de créer des systèmes éducatifs durables et localement appropriés, en canalisant les capitaux à risque et souverains vers la croissance de l'écosystème africain de l'IA tout en renforçant les preuves de l'impact des technologies éducatives sur les résultats d'apprentissage.

Aux philanthropes et aux entreprises africains :

- Aller au-delà des dons caritatifs pour investir de manière stratégique dans la réforme du système éducatif afin de soutenir l'amélioration de l'apprentissage fondamental.
- Renforcer l'appropriation locale de la réforme du système éducatif en finançant des interventions fondées sur des données probantes qui renforcent les solutions africaines.

À la société civile et au secteur privé :

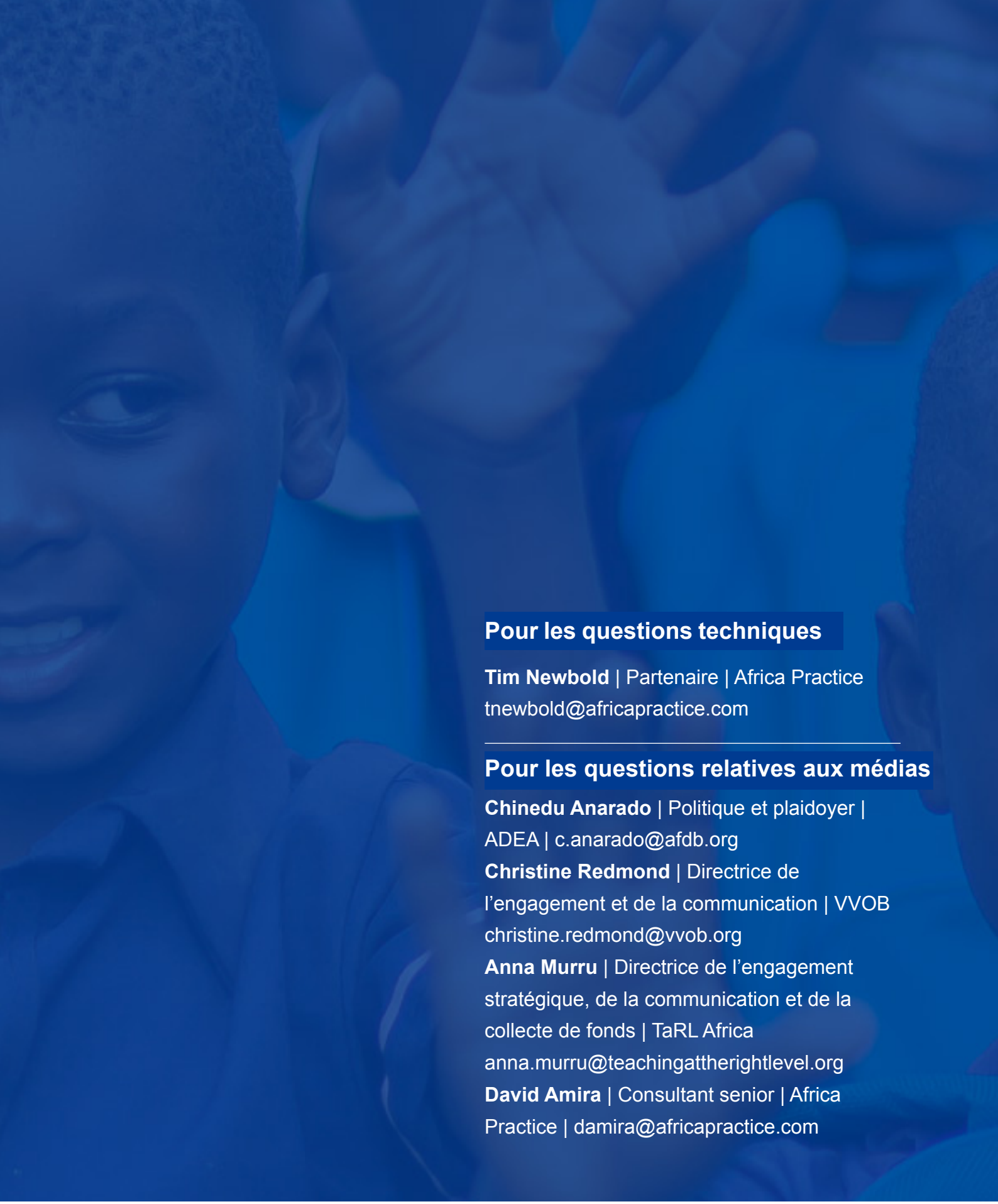
- S'associer aux gouvernements pour concevoir et mettre en œuvre des programmes d'apprentissage fondamental, et intégrer la recherche en matière d'innovation et de mise en œuvre afin d'élargir la portée.
- Plaidez en faveur de dépenses responsables, fondées sur des données et des preuves, pour l'apprentissage fondamental dans les budgets nationaux et le financement extérieur.
- Contribuez à l'amélioration de la conception, de la mise en œuvre et des résultats des programmes en fournissant des données et des preuves.
- Plaidez en faveur de l'utilisation des données et des preuves pour améliorer la qualité et la responsabilité de la conception, de la mise en œuvre et des dépenses des programmes gouvernementaux en vue de la réforme et du renforcement du système.
- Renforcer l'appropriation locale et la demande nationale pour de meilleurs résultats en matière d'apprentissage fondamental.

Perspectives d'avenir

La dynamique issue de ce dialogue se poursuivra lors de la Triennale 2025 de l'ADEA à Accra, au Ghana (29-31 octobre 2025), sur le thème *« Renforcer la résilience des systèmes éducatifs africains »*. Les ministres évalueront les progrès accomplis depuis l'engagement pris lors de l'Africa Foundational Learning Exchange (FLEX 2024) de mettre fin à la pauvreté éducative en l'espace d'une décennie, parallèlement aux déclarations de la Conférence continentale sur l'éducation qui s'est tenue l'année dernière en Mauritanie. Cette réunion s'avérera cruciale pour définir les cadres de mise en œuvre permettant de développer l'apprentissage fondamental à l'échelle du continent.

La réunion s'est conclue par un appel commun : malgré la baisse de l'aide et les défis budgétaires, l'Afrique saisit cette occasion pour prendre les devants en matière de financement. Améliorer l'apprentissage n'est pas seulement urgent, c'est possible et abordable. Les gouvernements peuvent encore faire plus avec moins. Et en faisant de l'apprentissage fondamental le fondement du financement de l'éducation, le continent définit les conditions de la future coopération au développement.

Détails de l'événement : Disrupt to Deliver : financer l'avenir de l'apprentissage fondamental
Organisateurs : Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), VVOB, Human Capital Africa (HCA), Fondation Gates, TaRL Africa, UNICEF, Fondation Hempel, Coalition mondiale pour l'apprentissage fondamental



Pour les questions techniques

Tim Newbold | Partenaire | Africa Practice
tnewbold@africapractice.com

Pour les questions relatives aux médias

Chinedu Anarado | Politique et plaidoyer | ADEA | c.anarado@afdb.org
Christine Redmond | Directrice de l'engagement et de la communication | VVOB
christine.redmond@vvob.org
Anna Murru | Directrice de l'engagement stratégique, de la communication et de la collecte de fonds | TaRL Africa
anna.murru@teachingattherightlevel.org
David Amira | Consultant senior | Africa Practice | damira@africapractice.com

Note aux rédacteurs :

Certains ministres et partenaires de développement sont disponibles pour des entretiens sur les stratégies continentales de financement de l'éducation et la mise en œuvre de la campagne « End Learning Poverty.»